

Une croissance modérée des chiffres d'affaires et un repli des investissements

En 2024, les chiffres d'affaires régionaux déclarés par les entreprises assujetties à la TVA progressent de 2,1 % sur un an, soit une évolution supérieure à l'inflation (+1,3 %). Dans le même temps, l'investissement global régional ralentit nettement. Ces résultats ne rendent toutefois pas compte des évolutions sectorielles contrastées.

Une progression mesurée des chiffres d'affaires régionaux

En Corse, tous secteurs confondus et dans le cadre du régime réel de TVA, les chiffres d'affaires déclarés par les entreprises, cumulés sur un an, progressent de +2,1 % en 2024 par rapport à 2023. La hausse régionale est supérieure à l'inflation (+2,0 %). Déflétée, cette progression est comparable à celle de 2023 (+4,4 % avec une inflation de +3,7 %).

Sur la même période, la croissance nationale des chiffres d'affaires s'établit à +0,8 %. Après un premier trimestre atone, l'augmentation régionale du chiffre d'affaires s'accélère à compter du deuxième trimestre 2024, bénéficiant d'une activité globale dynamique sur les neuf derniers mois de l'année ► **figure 1**. La croissance de chiffre d'affaires observée est de +2,1 % au deuxième trimestre, puis +2,7 % au troisième trimestre comme au quatrième trimestre 2024.

Des évolutions sectorielles présentant de fortes disparités

Au 31 décembre 2024, deux secteurs d'activité, le commerce - réparation automobile et la construction, représentent 55 % du volume total du chiffre d'affaires déclaré par les entreprises au cours de l'année ► **figure 2**. La concentration est plus marquée dans l'île qu'au plan national, pour lequel ces mêmes secteurs représentent 39 % du volume.

Le chiffre d'affaires diminue dans quatre grands secteurs ► **figure 3**. Ainsi, la construction affiche un retrait marqué, avec une réduction de 4,0 % du chiffre d'affaires sur un an. Ce repli est consécutif à la faible progression de 2023 (+0,8 %) et rompt avec la croissance de 2022 (+12,5 %).

Les chiffres d'affaires baissent également dans l'industrie manufacturière (-4,1 %) et les activités immobilières (-3,8 %).

Dans le commerce et réparation automobile, le repli régional est de 0,9 % sur un an après deux années consécutives de croissance. À l'inverse, les autres secteurs observés présentent un fort dynamisme : les activités de services administratifs et de soutien (+17,7 %), les activités spécialisées scientifiques et techniques (+13,3 %),

le transport et entreposage (+5,3 %) et l'hébergement-restauration (+5,1 %). Au plan départemental, la Haute-Corse affiche encore cette année une nette progression des chiffres d'affaires, avec +3,5 % contre +0,7 % pour la Corse-du-Sud. L'évolution de la Haute-Corse est portée principalement par la progression de trois secteurs (parmi les huit présentés) : les activités de services administratifs et de soutien (+30,4 %), les activités spécialisées scientifiques et techniques (+20,9 %) ainsi que l'hébergement-restauration (+10,3 %). À l'inverse, en Corse-du-Sud les chiffres d'affaires sont en repli pour la majorité des secteurs observés. Seuls le transport et l'entreposage (+12,4 %), les activités spécialisées scientifiques et techniques (+5,2 %) et l'hébergement-restauration (+1,7 %) marquent une progression (données provisoires au 20/03/2025). En dépit des disparités sectorielles, tous secteurs confondus, les évolutions de chiffre d'affaires au sein de chaque département présentent de fortes similarités sur les deux dernières années ► **figure 4**.

Des évolutions d'investissement variables selon les secteurs

La TVA déductible sur immobilisations déclarée reflète le niveau d'investissement. C'est un déterminant de la croissance à long terme. Elle correspond à une dépense engagée en vue d'obtenir des flux de revenus futurs.

Sur un an glissant, le montant régional de TVA déductible sur immobilisations se replie de 2,5 % après une croissance modérée en 2023 et une augmentation importante en 2022. Au terme de 2024, plusieurs secteurs affichent un ralentissement de leurs investissements pour la deuxième année consécutive ► **figure 5**. C'est notamment le cas des activités immobilières et de la construction avec respectivement des replis de 20,7 % et 14,5 %. Les diminutions constatées sont plus accentuées qu'en 2023, période pour laquelle une contraction des investissements avait déjà été observée. L'impact des taux d'intérêt élevés est en partie responsable de cette évolution, tout comme les incertitudes politiques et économiques.

Il en est de même pour l'hébergement-restauration, secteur pour lequel une baisse de 14,0 % est observée en 2024, après un repli de 4,3 % en 2023.

Les ralentissements observés sur ces trois secteurs s'expliquent également par de forts investissements au début de la décennie 2020 (+13,7 % en 2021 et +6,3 % en 2022 pour la construction, +1,3 % en 2021 et +24,3 % en 2022 concernant les activités immobilières et +6,6 % en 2021 et +37,1 % en 2022 pour l'hébergement-restauration). L'industrie manufacturière marque également un recul de 5,2 %, après avoir investi fortement pendant trois années consécutives.

À l'inverse, au cours de l'année 2024, plusieurs secteurs affichent une reprise des investissements après un repli en 2023. C'est notamment le cas du commerce (+6,9 % contre -11,1 % en 2023) et des activités financières et d'assurance (+22,2 % contre -8,9 % en 2023).

Un nombre d'entreprises en difficulté similaire à la période avant crise

Le nombre de saisines régionales des commissions des Chefs de Services Financiers (CCSF) est un indicateur des difficultés des entreprises (difficultés de trésorerie, besoins en fonds de roulement insuffisants, etc.). En retrait depuis 2020, les demandes de 2024 correspondent au niveau d'avant-crise. Les plans de règlement attribués sur les douze derniers mois ont permis de préserver 615 emplois directs. ●

Marie Geronimi

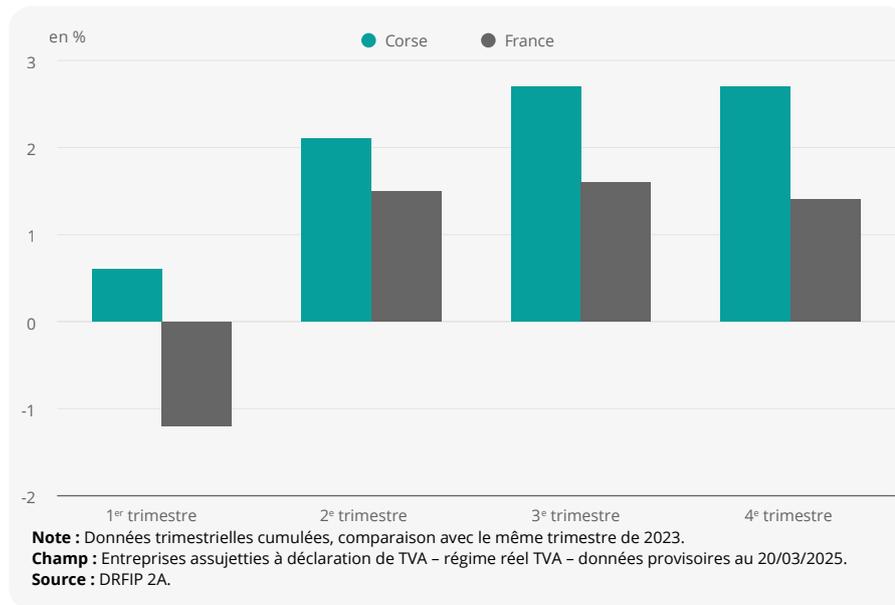
► Avertissement

Cette publication s'appuie sur des données provisoires au 20/03/2025 et près de 160 000 déclarations mensuelles et trimestrielles. Le montant régional de TVA déductible sur immobilisation est estimé hors secteurs « transport et entreposage » et hors « activités de services administratifs et de soutien ».

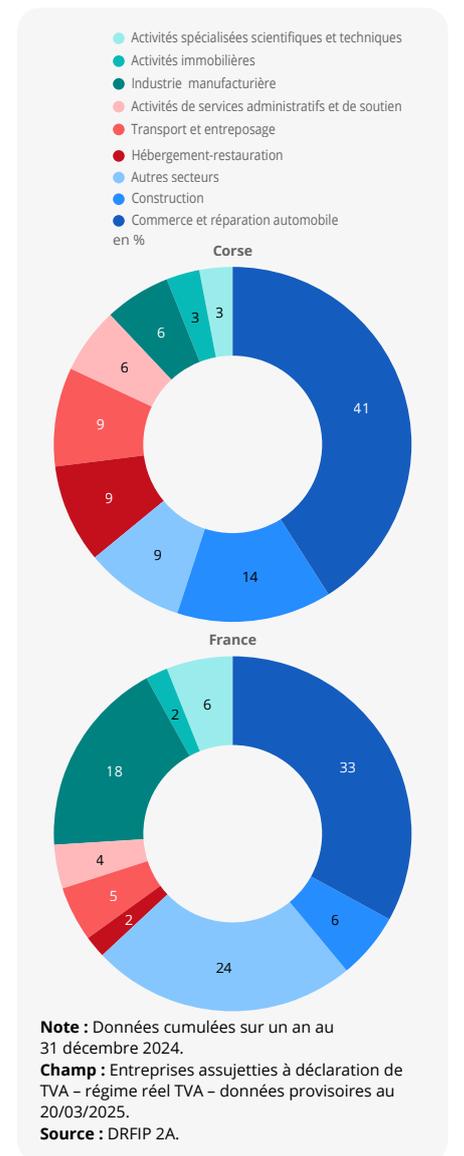
► Pour en savoir plus

- Portail statistique national de la DGFiP.

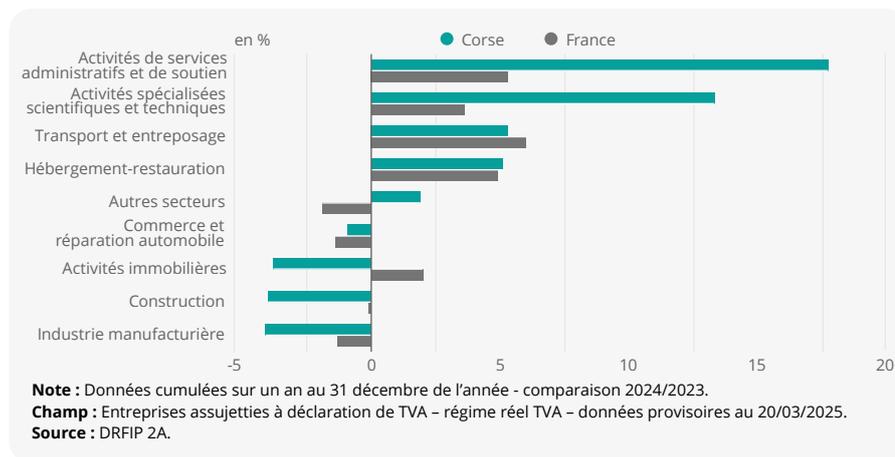
► 1. Évolutions trimestrielles régionale et nationale des chiffres d'affaires déclarés entre 2024 et 2023.



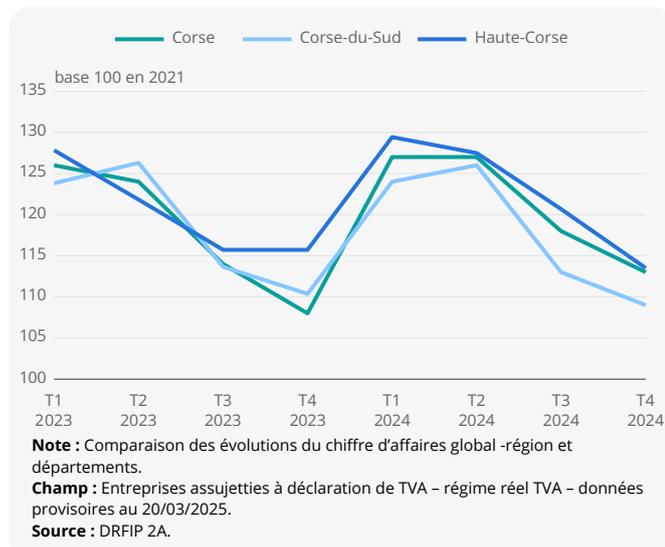
► 2. Répartition sectorielle des chiffres d'affaires déclarés au plan national et en Corse en 2024



► 3. Évolution sectorielle des chiffres d'affaires déclarés 2024 par rapport à 2023



► 4. Évolutions du chiffre d'affaires global sur les 24 derniers mois pour la Corse et ses départements



► 5. Évolution de l'investissement des entreprises par secteur d'activité

